

# Quelles obligations vestimentaires spécifiques s'imposent dans le secteur de la sécurité privée au Luxembourg ?

## Réponse courte

Dans le secteur de la **sécurité privée** au Luxembourg, le port d'un **uniforme réglementaire** est une obligation légale et conventionnelle, et non une simple exigence de l'employeur. La loi du 12 novembre 2002 relative aux activités de gardiennage et de sécurité impose que les agents soient **identifiables visuellement** lors de l'exercice de leurs missions.

La **convention collective du secteur du gardiennage** (art. 34) précise les caractéristiques de l'uniforme, qui doit être **fourni gratuitement** par l'employeur. Le salarié doit porter la tenue conforme pendant toute la durée du service et la restituer en fin de contrat. Le non-respect de cette obligation constitue une faute disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement, soumise à une procédure disciplinaire progressive.

## Définition

L'**obligation vestimentaire** dans la sécurité privée désigne l'ensemble des exigences légales et conventionnelles imposant aux agents de sécurité le port d'un **uniforme réglementaire** spécifique pendant l'exercice de leurs fonctions. Cette obligation dépasse le simple pouvoir de direction de l'employeur : elle résulte directement de la **réglementation sectorielle** et vise à garantir l'identification immédiate des agents de sécurité par le public et les autorités.

## Conditions d'exercice

Le port de l'uniforme dans la sécurité privée est encadré par des dispositions légales et conventionnelles strictes.

Condition	Détail
<b>Base légale</b>	Loi du 12 novembre 2002 sur les activités de gardiennage et de sécurité
<b>Convention collective</b>	Art. 34 CCT Gardiennage : caractéristiques de l'uniforme
<b>Identification</b>	L'uniforme doit permettre l'identification de l'agent et de la société employeuse
<b>Fourniture</b>	Gratuité totale à la charge de l'employeur
<b>Port obligatoire</b>	Pendant toute la durée du service, y compris les déplacements professionnels
<b>Restitution</b>	Obligatoire en fin de contrat ; l'uniforme reste propriété de l'employeur

## Modalités pratiques

L'employeur du secteur de la sécurité privée doit organiser la gestion des uniformes selon des modalités précises.

Modalité	Contenu
<b>Dotation initiale</b>	Fourniture d'un nombre suffisant de pièces pour assurer la rotation
<b>Remplacement</b>	À la charge de l'employeur en cas d'usure normale
<b>Entretien</b>	Pris en charge par l'employeur si tenue spécifique imposée
<b>Agrément</b>	L'uniforme doit être conforme aux prescriptions réglementaires
<b>Contrôle</b>	L' <u>ITM</u> et les autorités compétentes peuvent vérifier la conformité
<b>Domages</b>	Le salarié assume les dégradations volontaires ou résultant d'une négligence

## Pratiques et recommandations

**Formaliser** la politique de dotation vestimentaire dans le règlement intérieur en précisant le nombre de pièces fournies, les règles d'entretien et les conditions de restitution.

**Vérifier** régulièrement l'état des uniformes et procéder au remplacement des pièces usées sans attendre la demande du salarié, afin de garantir une présentation conforme en permanence.

**Former** les agents dès leur embauche aux exigences vestimentaires du secteur et aux conséquences disciplinaires du non-respect de ces règles. La traçabilité de cette information est essentielle en cas de litige.

**Conserver** un inventaire nominatif des dotations vestimentaires pour faciliter la gestion des restitutions en fin de contrat et éviter les litiges sur les déductions salariales interdites sans accord écrit du salarié.

## Cadre juridique

Référence	Objet
<b>Loi du 12 novembre 2002</b>	Réglementation des activités de gardiennage et de sécurité
<b>Art. 34 CCT Gardiennage</b>	Caractéristiques et fourniture de l'uniforme
<b>Art. <u>L.121-1</u></b>	Pouvoir de direction de l'employeur
<b>Art. <u>L.312-2</u></b>	Obligation de fournir les équipements de protection
<b>Art. <u>L.222-6</u></b>	Interdiction des déductions sur salaire sans accord écrit
<b>Art. <u>L.124-10</u></b>	Licenciement pour faute grave

Le secteur de la sécurité privée est l'un des rares au Luxembourg où le port de l'uniforme est une obligation légale et non une simple décision de gestion. Le refus de porter l'uniforme réglementaire peut constituer une faute grave justifiant un licenciement avec effet immédiat. L'employeur qui ne fournit pas l'uniforme conforme s'expose à des sanctions administratives et à la mise en cause de son agrément.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.